

Le Burundi veut rétablir ses relations avec les Nations unies

RFI, 16/09/2020 Depuis 2015 et la crise qui a suivi la décision du l'ancien-président Pierre Nkurunziza de briguer un 3e mandat, les relations entre le Burundi et les Nations unies étaient au plus mal. Avec l'arrivée du général Evariste Ndayishimiye au pouvoir depuis deux mois, la donne semble avoir changé.

Le gouvernement du Burundi estime aujourd'hui que la page de 2015 est définitivement tournée depuis l'arrivée au pouvoir du général Evariste Ndayishimiye. Et Gitega exige donc des Nations unies de ne plus figurer sur l'agenda politique du Conseil de sécurité. Le gouvernement burundais veut une coopération axée essentiellement sur le domaine socio-économique, dans la droite-ligne de son « Plan national de développement ». Une mission pour évaluer la situation du pays Une mission de haut-niveau des Nations unies est donc envoyée au Burundi pour évaluer l'évolution la situation dans les domaines socio-économiques, politique, humanitaire et des droits de l'homme depuis 2015. Pour cela, elle doit rencontrer au cours de son séjour le président Ndayishimiye à deux reprises, des membres du gouvernement, le parti au pouvoir et l'opposition, les confessions religieuses, la société civile ou encore les missions diplomatiques accréditées au Burundi. De son côté, l'ONU veut aussi arrondir les angles face à un pouvoir souvent qualifié d'intransigent. Cette mission est conduite notamment par la sous-secrétaire générale pour l'Afrique, Binoua une des rares hautes fonctionnaires de l'organisation internationale à être dans les bonnes grâces de Gitega. Elle prévoit en outre de se rendre dans des pays voisins, Ouganda, Tanzanie, Kenya ou encore l'Afrique du Sud, ainsi qu'à Addis-Abeba, pour des discussions avec l'Union africaine. Une évaluation à rendre avant le 31 octobre Son programme est serré. Elle a jusqu'au 31 octobre pour déposer sur le bureau du secrétaire général de l'ONU son « Avis d'avis auxquels le Burundi est confronté » et la contribution des Nations unies pour y faire face. António Guterres pourra alors rendre sa copie à un Conseil de sécurité aujourd'hui divisé sur la question du Burundi, qui devra alors trancher dans un sens ou l'autre.